

l'envers du décor

De temps en temps, un événement (une manifestation de nationalisme, une mort, un effet spectaculaire de la crise économique...) vient nous rappeler l'existence d'un petit peuple qui, armé en quelque sorte de sa « potion magique » - l'autogestion - tient tête aux deux grands blocs. A travers lui, c'est souvent le réalisme de l'idée même d'autogestion qui est jaugé :

. Le dédale législatif ne prouve-t-il pas la difficulté de la coordination à laquelle on se heurte dès que l'on veut faire participer les citoyens aux décisions qui les concernent ?

. Les délais de décisions qu'implique ce fonctionnement ne paralysent-ils pas toute efficacité ?

. Les égoïsmes de groupe ne viennent-ils pas oblitérer les efforts en vue d'une répartition plus égalitaire ?...

Cela prouve au moins que le pouvoir en Yougoslavie a réussi à imposer ses significations et qu'il est notamment parvenu à être considéré par beaucoup d'observateurs comme le maître-d'œuvre d'un système au demeurant imparfait, mais qui tend malgré tout vers l'autogestion. Et, en effet, il faut lui reconnaître une grande faculté d'adaptation ne serait-ce que dans le choix d'une nécessaire autonomisation des unités productives et dans sa façon de s'appuyer sur l'adhésion populaire et non sur la force. Cela lui a permis, entre autres, de démocratiser la consommation, ce que ses voisins dits socialistes n'ont pas réussi. Néanmoins cela ne suffit pas pour conclure à l'inexistence de toute violence institutionnelle.

Le parti pris de ce dossier est d'essayer de voir quels sont les rapports de force réels qui se jouent sous couvert de l'autogestion, en transcrivant quelques-unes des questions que des Yougoslaves posent à leur société*.

* **IMPORTANT** : le choix des textes et la publication des documents présentés dans ce numéro, ainsi que leur ordre de présentation et le titre donné à chaque article, relèvent de la seule responsabilité du conseil de rédaction d'*Autogestions*.

Les points de vue qui s'y expriment - recueillis grâce à une longue enquête - sont très divers, voire même divergents. On peut toutefois distinguer trois grands axes, autour desquels s'organisent les textes et documents qui composent ce dossier.

1 - Les intellectuels critiques : une opposition forcée à la bureaucratie

Le système yougoslave est le fruit d'une théorie spécifique dont l'élaboration se poursuit. Ce postulat a amené une multiplication des professeurs, chercheurs en sciences politiques mais leur littérature aussi abondante que scolastique, s'épuise souvent dans la répétition.

A côté de cette majorité qui gagnerait à être plus discrète, des intellectuels yougoslaves soulignent depuis longtemps que la lutte sociale ne se situe plus entre :

« les conquérants du pouvoir politique et l'ancienne classe qui le détenait »

mais :

« dans l'altération du caractère politique des fonctions publiques »
c'est-à-dire :

« la forme idéologique de domination réside en la prétention de la bureaucratie à monopoliser la théorie marxiste »¹.

Danko Grlic exprime cette cassure entre intellectuels critiques² et bureaucratie :

« Je pense que la bureaucratie ne peut pas faire autrement qu'être en dialogue conflictuel avec l'intelligentsia critique, de par sa structure même, son habitus conservateur ».

La grande presse paraît très libre, elle n'hésite pas à attaquer technocratie et bureaucratie, responsables des retards dans l'application des mesures, de l'échec des tentatives d'introduction de meilleures formes d'autogestion ; mais impossible de savoir ce que sont exactement ces deux groupes maléfiques, qui les composent, comment ils ont pu devenir aussi puissants et surtout, comment les vaincre ?

1. Veljko Cujeticanin, *Praxis*, Zagreb, 1/2, 1967, pp. 107.

2. Milovan Djilas ne fait pas partie de ce groupe, sa condition de semi-prisonnier politique depuis 1953 et ses responsabilités antérieures dans le parti lui confèrent une place tout à fait à part.

En fait, les seules tentatives d'analyses véritables se réfugient dans de petites publications à tirage limité, que ces intellectuels persistent à publier. Les méthodes adoptées pour empêcher la contagion de leurs idées sont :

- le contrôle des mass média ;
- l'utilisation des universitaires « loyaux » pour les isoler des étudiants ;
- l'accentuation des divisions entre professeurs par l'alternance entre les sanctions adressées à tout le groupe social, pour les « crimes » d'une minorité et les récompenses distribuées à ceux qui ont su les mériter ;
- en dernier recours, une répression collective exemplaire peut intervenir.

Les exclusions de la Ligue des Communistes ont été nombreuses à partir de 1968 ; en 1974, quatre professeurs de Ljubljana ont été exclus de l'université, les revues *Praxis* et *Filosofija* ont été supprimées, de même qu'à l'université d'été de Korcula un symposium international qui se tenait annuellement.

Les sociétés professionnelles dominées par les intellectuels de gauche souffrent d'une réduction de leur financement (ainsi, la Société Sociologique de Croatie a reçu l'équivalent de 1 200 dollars pour toutes ses activités en 1980 après avoir refusé d'accepter inconditionnellement de participer au 1^{er} Congrès des sociologues yougoslaves prévu par le pouvoir et accepté par la plupart des autres sociétés de sociologie de Yougoslavie).

Ils doivent donc perpétuellement reconquérir une petite marge dans un espace politique d'où, sans eux, toute opinion qui détonne serait exclue. Leur problème est de renouveler leur audience sans s'enfermer dans la répétition et les querelles intestines, ce qui n'est pas facile, vu les pressions multiples dont ils font l'objet.

On va d'abord essayer de présenter ce que disent ces intellectuels critiques et les moyens grâce auxquels ils s'expriment, à travers notamment le cas de la revue *Argumenti*. Ensuite, on examinera deux épisodes exemplaires de la confrontation de ces intellectuels avec l'État :

- celui des professeurs de Belgrade, relevés de leur poste en 1975 et qui viennent d'être exclus définitivement (voir le texte du « Rapport sur de nouvelles mesures répressives contre le groupe *Praxis* à Belgrade ») ;

- l'affaire de la revue indépendante *Javnost*. Ce projet présentait la particularité de rompre avec les autres initiatives pour fonder des organes de presse³ parce qu'au lieu d'utiliser des possibilités inexploitées du dispositif autogestionnaire (comme *Argumenti*) ou de réclamer un financement, il était envisagé de se servir des fonds propres des souscripteurs.

2 - Au sein de la jeunesse : entre le repli et la volonté de changement

La seule opposition massive au système de privilèges et de hiérarchies eut lieu lors des mouvements étudiants en 1968. Cette agitation dura peu et apparemment n'eut pas de suite. Seule la presse étudiante a continué à manifester des velléités d'indépendance. Or, selon les termes employés récemment par la Commission de la Ligue pour l'information, cette presse étudiante présente des articles qui « sortent du cadre d'une critique sociale véridique et bien argumentée » et leurs auteurs « n'ont aucun respect, ni pour les normes morales du journalisme ni pour les règles élémentaires d'un comportement cultivé et digne » (*sic*).

Ce sont donc, conformément à ces allégations, les critères de « vulgarité, d'intolérance » qui servent de prétexte aux condamnations ; ainsi l'année dernière pour un numéro d'*Omlandinska Iskra* (Split) une phrase portant atteinte à l'honneur du chef d'État iranien, ou pour le n° 127 de *Polet* (Zagreb) - interdit puis ré-autorisé -, la photo d'un sportif célèbre nu, ou encore pour *Ibor* (Pula) un poème de Ginsberg, etc.

Mais, même quand la direction est changée autoritairement, parce qu'elle se solidarise avec le journaliste attaqué - comme à *Student* (Belgrade) en avril 1980⁴ - les problèmes ne tardent pas à resurgir avec les remplaçants pourtant soigneusement choisis.

Le fonctionnement de l'information dans l'ensemble de la société apparaît ainsi en filigrane à travers ce qui se passe dans ces revues : ceux qui comprennent progressivement la nécessité d'une auto-censure et se limitent donc aux critiques constructives se voient offrir

3. Comme celles repoussées à la même période à Ljubljana (Slovénie) et Skopje (Macédoine) ; voir l'article non signé dans *Vijesnik* du 20.12.1980, citant Nandor Major, « Aktualna idejno-politicka keretanja u kulturi ».

4. A cause d'un commentaire dans lequel avait été exprimé un doute quant à la capacité de la Jeunesse socialiste à représenter valablement les jeunes.

des postes d'avenir ; ceux qui ne se contentent pas d'une liberté surveillée sont éliminés.

Est-ce parce que le pouvoir s'éloigne de l'autogestion, tout en s'en réclamant, que beaucoup de jeunes se sont investis dans de petits groupes ? En tout cas, ils délaissent tout projet global de transformation de la réalité - à leur avis totalement biaisé par la manipulation idéologique - et partagent des valeurs totalement étrangères à celles qui sont censées guider la société. Se sentant impuissants face à une organisation perçue comme immuable, ils sont plus attentifs à maîtriser les rapports de pouvoir entre eux et à faire de leur pratique artistique par exemple, une petite « part de la critique de la praxis sociale »⁵

Dans les groupes rock et punk qui foisonnent, cette attitude se complète d'une ironie, d'un scepticisme cinglant. Leur public y est d'autant plus réceptif que les problèmes qu'il vit ne trouvent pas de solution, surtout le chômage qui touche en priorité les jeunes⁶ et le manque de logement qui les rive au domicile familial.

D'autres, par contre, ne désespèrent pas de faire évoluer une situation qu'ils dénoncent. C'est du moins ce que l'on peut déduire de l'entretien avec des représentants du groupe féministe de Zagreb et celui avec les partisans de l'action directe qui ont occupé une maison : deux démarches qui s'appuient sur les principes que la société socialiste s'est donnée.

3 - Les luttes ouvrières pour l'autogestion

La classe ouvrière est aussi récente que l'industrie, c'est-à-dire s'est constituée après 1945 par un exode rural très rapide. A peu près 50 % des ouvriers d'usine ont leur propre lopin de terre. Pour eux, un travail salarié signifie surtout une meilleure sécurité sociale. Leur rendement est faible, ce qui s'explique en partie au moins par leur temps de trajet et leurs bas salaires.

La télévision yougoslave a récemment annoncé que 40 % des travailleurs de Bosnie recevaient moins de 5 000 dinars (moins de

5. Rasa Todosijevic *Umetnost i Revolucija (Art et Révolution)* publié par le centre culturel étudiant, Belgrade, 1975.

6. 75 % des chômeurs à Belgrade ont moins de 30 ans. Au 31.12.1979 ils étaient 47 525 pour une population employée de 566 008 - d'après des chiffres extraits de *Vidici*, Belgrade, n° 3, 1980.

200 dollars) par mois. Or : un paquet de cigarettes coûte entre 10 et 15 dinars, un litre de lait 15 dinars, un kilo de pain 15 dinars et un kilo de viande 150 dinars. Ces chiffres relativisent les affirmations trop souvent avancées selon lesquelles les difficultés de l'autogestion viendraient de ce que les ouvriers « se servent trop » sur les revenus de l'entreprise. Forcément occupés à satisfaire leurs besoins élémentaires, grâce à leurs petites fermes, ces paysans-ouvriers sont neutralisés.

De plus, les très grandes différences de rémunérations entre les unités de production, le recours généralisé aux relations pour bénéficier d'avantages, diminuent les chances d'organisations collectives au profit de recherches de solutions individuelles. Il faut donc une insatisfaction lourde et partagée, facteur de cohésion, pour qu'éclatent les grèves. Même si elles sont limitées, elles posent néanmoins une question de fond sur ce qu'est l'autogestion existante (comme l'indique Neca Jovanov dans une interview présentée dans ce numéro).

Tous les articles publiés dans ce numéro n'ont pas la prétention de décrire complètement ce qu'est la Yougoslavie d'aujourd'hui. Ils ne visent qu'à donner des informations sur certains aspects des rapports sociaux en s'appuyant sur la description de pratiques concrètes trop souvent minimisées ou même ignorées. Dans cette perspective, il est difficile de ne pas mentionner également un problème qui est, lui, unanimement considéré comme essentiel : l'inégalité entre républiques ⁷. Il est probable que la contradiction Nord-Sud va supplanter le traditionnel antagonisme entre Serbie et Croatie. Elle est encore avivée par les prétentions bulgares sur la Macédoine et par la question albanaise. En mars, les étudiants du Kosovo ont protesté contre leurs conditions de vie et d'études, et réclamé que leur province accède au statut de république. Une grande partie de la population s'est ensuite jointe à eux, occasionnant les troubles du début avril ⁸. La réponse policière qui a suivi ne peut suffire à endiguer des revendications qui tirent leur force de la pauvreté dont souffre la communauté albanaise.

7. Jusqu'à maintenant, la position fédérale favorable au principe d'entraide, par l'intermédiaire du « fonds de solidarité » - toujours soutenu par Tito - a prévalu. Mais l'absence d'accord réel laisse cette question en suspens comme une source possible de conflits, la conception des républiques les plus riches qui veulent au minimum garder le contrôle de l'affectation des sommes prélevées sur leurs ressources ayant les plus grandes chances de s'imposer.

8. Cf. *Le Monde* des 29/30 mars et 5/6 avril 1981.

Dans les années 60-70, les options gouvernementales ont été soutenues de manière indéfectible par les classes moyennes dont le niveau de vie augmentait régulièrement. Cette progression qui fut constante est maintenant stoppée, et parallèlement la légitimité du pouvoir n'est plus aussi évidente après la disparition de Tito. Le balancement continu entre :

- la nécessité d'améliorer la productivité, problème-clé selon Veselin Djuranovic, premier ministre, et pour cela, d'accroître la motivation,
- et la volonté de maintenir la centralisation des leviers de commande au sommet de la LCY,

provoque des oppositions au sein de la direction collégiale du pays et l'oblige à se rabattre sur un pragmatisme politique dont témoignent les mesures prises contre la détérioration de la situation économique.

La campagne de « stabilisation » - augmentation des salaires qui ne doit pas être supérieure à celle de la productivité (prévue à 1,3 % dans le secteur socialisé pour 1981), diminution des importations (3 %), augmentation des exportations (7 %), arrêt des investissements non productifs, limitation des frais de représentation, de mission et de déplacement - a beaucoup tardé et n'arrive pas, malgré la dévaluation du dinar, à enrayer une inflation galopante⁹.

La bureaucratie craint une tension sociale qui résulterait d'un mécontentement grandissant. L'onde de choc des événements polonais, d'ores et déjà perceptible, ne fait qu'augmenter cette peur. Ceci explique sans doute le regain actuel d'attaques dans la presse contre les intellectuels et les jugements sévères soudainement portés sur l'église qui venait de marquer son attachement au respect des droits de l'homme par la voix de l'archevêque de Croatie.

L'élite dominante a toujours besoin de boucs-émissaires car si elle arrive à faire croire que d'autres groupes freinent le développement du système autogestionnaire, elle se trouve alors implicitement placée du côté des classes laborieuses et du peuple. N'étant plus protégée par une personnalité charismatique, cette élite semble se prémunir contre une transparence sociale qui risquerait de faire apparaître crûment ses responsabilités.

Ainsi, on voit des divergences s'exprimer : des parlementaires critiquent le temps que le gouvernement a mis pour réagir contre les

9. En 1980, le taux d'inflation est de plus de 40 % (de 8,4 % en janvier 1981).

pénuries, le président des syndicats indique qu'il faut stopper la hausse des prix devenue insupportable, des dirigeants font des déclarations contradictoires. Introduire de telles distinctions au sein de l'appareil d'État est peut-être le moyen de garder une crédibilité, et de se ménager la possibilité de faire appel, en cas de difficultés très graves, à une équipe qui semblerait nouvelle tout en laissant les structures du pouvoir inchangées. Mais c'est aussi la révélation publique de la précarité du consensus établi entre les différentes tendances de l'oligarchie politique.

De toutes façons, l'équilibre est temporaire et le choix à terme est inéluctable entre la ligne de la démocratisation favorisant un développement de l'autogestion et la ligne dure ¹⁰.

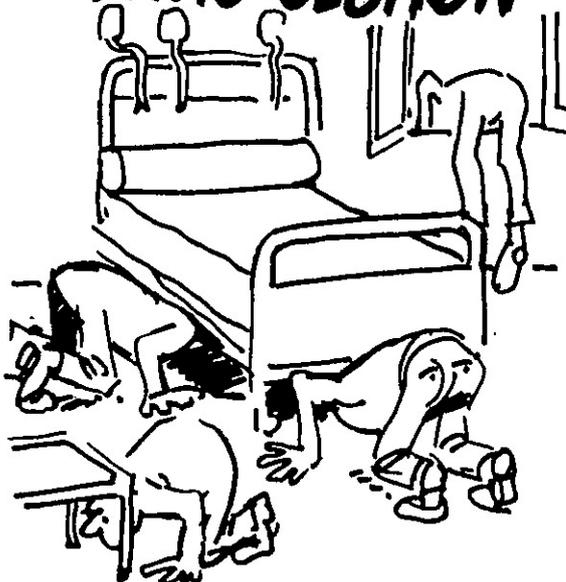
Mais, aujourd'hui, alors qu'à la suite des événements du Kosovo, les procureurs des Républiques fédérées et des régions autonomes réclament une sévérité accrue contre tous les « ennemis du pays » ¹¹ on est en droit de se demander si cette dernière n'a pas déjà marqué des points décisifs.

10. Cet équilibre a été décrit par Y. Bourdet et O. Corpet, « l'autogestion sans Tito », *Autogestions* n° 4-1980, p. 485-490.

11. Cf. *Le Monde* du 24.4.80. L'article précise que dans son compte rendu de cette réunion *Politika* écrit que M. Gourévitch - procureur fédéral - a exigé que les délinquants politiques soient poursuivis sans compromis, sans considération de leur nombre et des « commentaires que les condamnations pourraient susciter à l'étranger ».

J.-L. LAVILLE : L'envers du décor. AUTOGESTIONS, 6, 1981, pp. 159-166.

LA DERNIÈRE VACHERIE DE TITO: IL A CACHÉ LES CLEFS DE L'AUTO-GESTION



(paru dans *Charlie Hebdo*, n° 495, 7.5.80)